



Bayram Balcı et Bertrand Buchwalter (éd.)

La Turquie en Asie centrale La conversion au réalisme (1991-2000)

Institut français d'études anatoliennes

La place de la Turquie dans le jeu géopolitique centre-asiatique

Arnaud Ruffier

DOI : 10.4000/books.ifeagd.861
Éditeur : Institut français d'études anatoliennes
Lieu d'édition : Istanbul
Année d'édition : 2001
Date de mise en ligne : 4 novembre 2014
Collection : La Turquie aujourd'hui
ISBN électronique : 9782362450198



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Référence électronique

RUFFIER, Arnaud. *La place de la Turquie dans le jeu géopolitique centre-asiatique* In : *La Turquie en Asie centrale : La conversion au réalisme (1991-2000)* [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2001 (généré le 12 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/861>>. ISBN : 9782362450198. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.861>.

Ce document a été généré automatiquement le 12 janvier 2021.

La place de la Turquie dans le jeu géopolitique centre-asiatique

Arnaud Ruffier

- 1 Pendant la période soviétique, la présence turque en Asie centrale est totalement nulle. Cette aire géographique est la chasse gardée de l'influence russo-soviétique et constitue à ce titre une des zones les plus fermées de la planète. Seuls les alliés de la puissance soviétique peuvent y affirmer une présence. C'est notamment le cas de pays frères comme l'Inde ou l'Algérie qui y envoient de nombreux étudiants et quelques coopérants techniciens et entrepreneurs. La Turquie, alliée des États-Unis, est alors *persona non grata* dans toute la région.
- 2 La faiblesse des liens historiques qui avaient pu unir ces deux parties du monde musulman turcophone n'ont jamais fait de cette période de cloisonnement et d'isolement une rupture.
- 3 Le début du siècle avait vu naître avec l'effondrement de l'Empire ottoman et la naissance d'un nationalisme à coloration panturquiste, si ce n'est la fondation d'un État turcophone allant du Turkestan oriental aux berges de la Méditerranée, du moins l'apparition d'un ensemble de liens culturels et économiques. Ainsi, à partir du 19^e siècle, c'est par l'intermédiaire de l'Empire russe¹ que les deux mondes turcophones sunnites ont progressivement repris contact. Tout d'abord, grâce aux Tatars de Kazan qui, à la jonction nord de ces deux ensembles géographiques, portaient les nouvelles et diffusaient les idées, puis plus directement avec l'ouverture des voies commerciales maritimes et ferroviaires russes permettant aux pèlerins et commerçants d'Asie centrale d'accéder enfin sans risques aux ports de la mer Noire. L'idéalisme des tenants du redéploiement de l'État ottoman sur l'aire ethno-linguistique turcophone ne put prendre un relief véritable que pendant le bref instant d'anarchie révolutionnaire. Ce retour historique vers l'Est des Turcs d'Occident s'acheva par la charge solitaire et désespérée d'Enver Pacha².
- 4 L'avènement de la révolution bolchevique en Asie centrale coupa net pendant soixante-dix ans les liens ténus mis en place ; cela tout aussi radicalement qu'avaient pu le faire

pendant des siècles les dynasties séfévides chiites d'Iran et les attaques des tribus prédatrices turkmènes.

- 5 C'est donc l'histoire politique russe qui tranche artificiellement en 1920 le lien naissant et vient arrêter du même coup la découverte progressive de l'autre, celle du cousin perdu de vue qui, s'il n'est plus tout à fait identique, peut être culturellement considéré comme appartenant à la même famille. Celui avec lequel il est possible d'engager une réflexion qui ne soit pas uniquement faite de confrontation ou de prosélytisme.
- 6 La désintégration de l'URSS a ouvert pour ce dialogue un champ d'action dont nous essayerons ici d'envisager la composante centre asiatique.

Le déplacement de l'aire du Grand Jeu

- 7 Lors des indépendances, c'est avec un *a priori* panturquiste que s'est affirmée la politique étrangère de la Turquie en Asie centrale. Les peuples d'Asie centrale vivant, eux, dans le confinement soviétique étaient persuadés au moment des indépendances de la supériorité de leur modèle social, politique et économique sur le reste du monde. L'Occident y était diabolisé, l'Orient proche présenté comme attardé, la Turquie et son mode de vie inconnus. Tachkent avec son centre de formation des jeunes révolutionnaires des pays du tiers monde, son festival international de cinéma, ses réalisations architecturales grandioses possédait une aura internationale qui faisait la fierté de ses habitants musulmans. De sentiment panturquiste, il n'en existait plus depuis les années trente et l'éradication des tenants de tous les mouvements idéologiques transversaux et transnationaux concurrents de la parole marxiste-leniniste. Le premier pas des Turcs au berceau de leur civilisation constitua donc un grand moment de désillusion face à l'indifférence intéressée de leurs « cousins ».
- 8 Les nouveaux États d'Asie centrale, avant tout désireux de renforcer leur toute récente et fragile indépendance, rejetèrent tous les discours politiques grandiloquents portant sur la refondation d'une union politique turkestanais ou turcophone de quelque type que ce soit. Comme dans le cas des pays arabes, à chaque tentative pour formuler en pratique cet idéal, les beaux mots trébuchèrent sur les susceptibilités nationalistes et les intérêts divergents de chacun de ces États³. Pour les élites au pouvoir, orphelines du système soviétique, l'alliance stratégique naturelle restait celle avec la Russie. Celle-ci se déploya officiellement dans le cadre multilatéral de la CEI et plus effectivement dans un ensemble de rapports bilatéraux fraternels. Les relations entretenues avec les autres puissances internationales allaient surtout être utilisées par ces jeunes États pour dénouer les liens symbiotiques économiques et militaires existant avec la Russie, sans jamais toutefois remettre en cause le rapport privilégié des élites au pouvoir avec les maîtres du Kremlin. Dans l'esprit des gouvernants de ces États, l'acquisition d'une souveraineté véritable rendait seulement indispensable une reconnaissance internationale et la construction d'une indépendance économique et militaire passant par une diversification des acteurs de l'échange, non pas un bouleversement des alliances géostratégiques.
- 9 Ainsi, si l'État ouzbek a fait preuve dans le discours d'une grande liberté face à la Russie, il n'a, dans la pratique, jamais compromis ses bonnes relations avec Moscou. Le Kazakhstan, lui, ne pouvant se livrer à aucune démonstration nationaliste outrancière pouvant attiser la susceptibilité de sa population slave, a tenté par tous les moyens d'engager une politique de détachement de la sphère d'influence russe, sa marge de

manœuvre restant dans ce domaine finalement très réduite. Pour le Turkménistan, l'affirmation de son indépendance fut, sous la conduite de son président, synonyme de la plus stricte neutralité. La Kirghizie a entretenu des relations excellentes tout aussi bien avec les Russes qu'avec les Américains. Seuls les néocommunistes tadjiks ont fait preuve d'une totale servilité à l'égard d'un pouvoir russe garant de leur survie politique.

- 10 Progressivement en Asie centrale ex-soviétique est apparue une configuration géopolitique ressemblant à celle du « Grand Jeu » où les influences externes contradictoires allaient finir par s'annuler, les acteurs locaux jouant de leur rivalité pour en tirer un profit maximum et assurer leur indépendance sans jamais s'engager dans une alliance ou union pouvant compromettre les rapports distancés et cordiaux avec la Russie. Cette politique de « non compromission » et d'ouverture tous azimuts est commune aux différents pays d'Asie centrale. Seules les actions pouvant être ressenties comme une ingérence dans les affaires intérieures de ces États ont remis en cause ce type de rapport. Ainsi, l'accueil de certains opposants ouzbeks par la Turquie, comme Mohammed Solih, rendu responsable des attentats du 16 février 1999 à Tachkent par l'État ouzbek, fut la cause d'un très net refroidissement dans les relations entre les deux pays.
- 11 Dans la situation d'affirmation de leur toute fraîche indépendance, il n'est pas question pour les pays d'Asie centrale d'affirmer de nouvelles unions communautaires contraignantes, toutes ressenties comme une atteinte à l'acquisition d'une indépendance réelle, un abandon de souveraineté. Les suggestions de la Turquie relatives à l'élaboration de rapports privilégiés et spécifiques fondés sur la proximité ethno-linguistique et religieuse furent donc aimablement repoussées et l'accueil fait à la présence turque fut celui accordé aux autres puissances étrangères nouvellement arrivées. Au reste, les faibles capacités financières de l'État turc ne semblaient pas lui permettre de jamais développer une action à la hauteur de ses ambitions géopolitiques propres. Japonais, Américains et Européens disposaient d'une force de frappe et de persuasion financière et technologique autrement importante. Dans un tel contexte, le rêve de la Turquie de voir se dessiner une aire d'influence et de coopération économique et politique privilégiée avec les pays d'Asie centrale semblait devoir s'évanouir aussi vite qu'il était apparu. Pourtant plusieurs facteurs vont malgré tout jouer pour donner du poids à sa présence en Asie centrale.

L'atout culturel : carte maîtresse de la politique turque en Asie centrale

- 12 Si l'éloignement géographique et la faiblesse des moyens financiers de la Turquie semblaient devoir faire de ce pays un acteur de deuxième catégorie dans la région, la question du transport des matières premières et l'évolution politique interne de ces États allaient lui conférer un rôle de tout premier ordre.
- 13 Les grands acteurs géopolitiques, qu'ils soient américains, japonais ou européens se sont rapidement aperçus de l'écart qui existait entre les sociétés de cette zone et le modèle de société démocratique dont ils étaient les apôtres. De fait, les sociétés centre-asiatiques apparaissaient tout à la fois cultiver une pratique néo-soviétique du pouvoir

promue par les anciennes élites communistes et connaître une radicalisation islamiste des formes d'opposition politique.

- 14 Le conflit tadjik fut le laboratoire de cette évolution⁴ qui vit d'abord s'opposer, puis finir, dans une certaine mesure, par se réconcilier islamistes et communistes. Ce conflit ne laissa de place, dans le jeu de l'influence externe, qu'aux seuls acteurs russe, ouzbek, iranien et aux diverses factions afghanes. À moyen terme, une évolution semblable des autres sociétés centre-asiatiques risquait d'entraîner le basculement de l'ensemble de la zone dans l'une ou l'autre des sphères d'influence anti-occidentale, celle de l'islamisme radical ou celle du national- despotisme russe ou chinois, la synthèse eurasienne pouvant fournir un cadre conceptuel à la cohabitation et à la bonne entente de ces régimes. De ce point de vue les évolutions récentes ne semblent pas encourageantes pour les puissances océaniques détentrices de la parole démocratique et de puissants intérêts miniers dans cette partie du monde.
- 15 C'est particulièrement, le cas si l'on se réfère au cas de l'Ouzbékistan qui constitue le pivot géographique et humain de cette aire et dont les minorités nationales occupent une place importante dans la population de chacun des États voisins. Chaque année voit ainsi le régime en place durcir ses principes fondamentaux de gestion des formes d'opposition. Les différentes composantes de l'opposition n'ayant aucune possibilité de s'exprimer, seul l'islamisme radical semble en mesure de cristalliser le mécontentement en utilisant les tribunes et réseaux religieux habitués à l'action clandestine. Les assassinats d'agents gouvernementaux se multiplient dans le pays et le discours des acteurs se radicalise sur le programme islamiste. Des zones entières - telle la vallée de Ferghana -, réputées pour leur virulence oppositionnelle, sont isolées du reste du pays par le pouvoir. La capitale est aussi l'objet d'un méticuleux filtrage. Une opposition armée islamiste ouzbèke dirigée par le leader al-Namangani a constitué des sanctuaires dans les montagnes tadjikes dominant la vallée de Ferghana et engagé des actions de harcèlement. Durant l'été 1999, les combats qui ont été engagés par cette faction à partir du territoire kirghize ont fait la preuve d'une possible extension régionale du conflit. Pendant cette période de tension, la réaction de l'État ouzbek fut de se tourner vers l'État russe, lequel est en guerre contre les terroristes tchéchènes et possède une longue expérience de la lutte armée contre les islamistes au Tadjikistan. Aujourd'hui, ces deux derniers pays sont montrés du doigt par la télévision russe et ouzbèke comme les principaux foyers de formation du terrorisme islamiste en Asie centrale et dans le monde. Pour contrecarrer cette présence « terroriste », une coopération étroite avec la Russie s'est mise en place comprenant un échange d'informations et des ventes d'armes, pouvant à terme justifier la formation d'une vaste alliance de « sécurité collective ».
- 16 Afin d'éviter un complet basculement qui verrait l'Asie centrale se refermer à nouveau sur elle-même et dépendre pour ses relations avec l'extérieur du seul jeu des puissances continentales, la Turquie est vite apparue comme pouvant jouer un rôle de tout premier ordre. Telle apparaît en tout cas l'approche des États-Unis et celle de leur alliés japonais, la position des puissances européennes restant, pour certaines d'entre elles, plus ambiguë.
- 17 Deux facteurs se sont conjugués pour faire de la Turquie un des principaux acteurs de la région.
- 18 Tout d'abord, l'émergence d'une route d'exportation du pétrole et du gaz passant par le Caucase et dont le débouché méditerranéen naturel se trouve en Turquie a conféré à ce

pays une place centrale dans le jeu géostratégique. Le tracé turc offre une alternative aux tracés russe, iranien, afghan et chinois⁵. Pour les puissances océaniques, il est celui qui, politiquement, apparaît le plus acceptable⁶ ⁷. C'est en tout cas celui qui présente, à terme, le moins de risques, face à des scénarios où l'on verrait une des puissances continentales tenter de prendre en otage les approvisionnements en matières premières extraites en Asie centrale. Le trio Russie, Iran, Chine constitue en effet, dans l'esprit des chancelleries occidentales et japonaises, un vaste continent d'incertitude politique, aux réactions incontrôlables. Ainsi, les Japonais voient d'un très mauvais œil le développement de la puissance énergétique chinoise et ne veulent en aucun cas dépendre d'elle pour leur propre approvisionnement. Les pays européens, s'ils n'ont pas vraiment de politique commune dans la zone, sont tous favorables à la diversification des sources d'approvisionnement en matière première. Le durcissement nationaliste et le retard pris dans le processus de démocratisation en Russie peuvent refroidir ceux qui seraient tentés de jouer de la rivalité entretenue entre ce pays et les USA pour se tailler dans cette partie du globe des parts de marchés à moindre frais. Enfin, la possible intégration de la Turquie dans la communauté européenne confère au trajet turc un intérêt certain. Il donnerait à l'Europe un accès quasi-direct aux sources d'approvisionnement en gaz et en pétrole pour des décennies.

- 19 Ses débouchés maritimes permettent à la Turquie de discuter d'égal à égal avec les autres grandes puissances occidentales qui ont un intérêt évident à l'associer à leur action politique dans la région. Par ailleurs, les pays d'Asie centrale savent que leur intérêt est d'accéder aux marchés solvables sans dépendre de l'appétit des grandes puissances voisines et de leurs aléas politiques ; par conséquent, de favoriser l'option du pipeline Caucase-Turquie. Pour l'heure, ce raisonnement vaut essentiellement pour le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, principaux producteurs de pétrole et de gaz.
- 20 Le deuxième atout dont la Turquie dispose est celui de sa proximité culturelle avec les sociétés d'Asie centrale. L'influence culturelle de la Turquie est très positivement perçue par les chancelleries des puissances océaniques. En effet, dans le contexte centre asiatique ex-soviétique, le développement de l'islamisme radical n'est pas jugé souhaitable par les Américains, même si dans d'autres parties du monde musulman, parfois très proches comme en Afghanistan, ils ne voient pas les choses de la même manière. C'est qu'en Asie centrale, nous l'avons déjà noté, l'émergence d'une contestation islamiste loin d'atténuer le rôle de la Russie le renforce et tend à exclure les puissances occidentales.
- 21 Dans un tel contexte, la réussite économique turque et la laïcité kémaliste, tempérée d'une certaine bienveillance à l'endroit de la religion, constituent, pour les sociétés d'Asie centrale un modèle susceptible de les aider à résoudre la crise interne qu'elles traversent, alors qu'une transposition pure et simple du modèle américain de société ouverte n'apparaît guère constituer une alternative réaliste.
- 22 Aujourd'hui encore largement dirigés par des élites soviétisées, chacun des États d'Asie centrale est à la recherche d'une nouvelle organisation socio-économique. La Russie, qui exerce une attraction du type amour-répulsion, ne peut plus jouer le rôle de modèle pour ce qui est de l'économie, de la place de la religion, du système d'éducation et de protection sociale. Dans ce domaine des politiques originales, si ce n'est judicieuses, sont progressivement testées par les États indépendants. Le plus étonnant dans ces politiques est leur diversité.

- 23 Chacun va ainsi son propre chemin. Le Kazakhstan s'est lancé dans une politique ultralibérale, où les affaires se règlent autant à coup de millions de dollars que d'armes automatiques. L'Ouzbékistan s'est lui inspiré d'un modèle d'évolution lente vers le capitalisme, assez proche de l'expérience chinoise. Le Turkménistan croit encore vivre les plus belles heures de l'économie planifiée. L'économie du Tadjikistan où l'État est déliquescence est, elle, contrôlée par des réseaux de type militaro-mafieux. Si ces politiques et leurs résultats sont assez difficilement comparables, on assiste cependant dans tous ces pays à l'apparition d'un système économique et social à deux vitesses, l'un intégré dans les circuits internationaux, l'autre totalement exclu. Cette disjonction qui se traduit par la paupérisation d'une large majorité de la population constitue à terme le principal facteur interne de déstabilisation politique. L'État redistributeur de richesses ne peut plus fonctionner sur le modèle soviétique, étant devenu lui-même le principal prédateur de la richesse nationale ; cela quel que soit le type des réformes économiques entreprises. C'est dans ce terreau propice que se développe la contestation islamiste.
- 24 La présence économique et culturelle de la Turquie en Asie centrale apparaît aujourd'hui comme un des éléments essentiels pouvant contrecarrer une telle dynamique. La Turquie a pu s'appuyer sur un contexte géopolitique favorable tant du côté des États centre asiatique, que des grandes puissances occidentales pour engager des actions de coopération visant à développer des activités économiques et culturelles dans cette zone. Ces actions ont progressivement transformé l'image du Turc et de la Turquie dans l'esprit des centre-asiatiques. Aux premières réactions qui, lors de l'arrivée des Turcs en Asie centrale, furent dans l'ensemble négatives⁸ s'est substitué un *a priori* favorable, voir un désir d'imitation du modèle turc.
- 25 Le côté donneur de leçon et un complexe de supériorité naïvement affiché suscitèrent le premier rejet. Ces attitudes étaient en effet à mille lieux de la culture de « distanciation » centre-asiatique. Les Turcs furent souvent, dans un premier temps, assimilés aux ressortissants des autres puissances présentes, de nouveaux colons, sans toutefois pouvoir bénéficier du prestige d'une grande puissance. Aussi, dans les premières années le modèle social turc, sa culture religieuse et politique restèrent-ils étrangers aux centre-asiatiques et n'avaient-ils pas le pouvoir de fascination de la culture américaine.
- 26 Paradoxalement, c'est le mode d'implantation de la Turquie, contrainte par une relative faiblesse de moyens et un retard technologique, qui constitua, sur le moyen terme, le moteur principal de son influence culturelle et politique. Ainsi, alors que les firmes occidentales s'octroyaient l'ensemble des grands contrats d'infrastructure, de prospection minière, ainsi que l'importation des produits à haute valeur ajoutée, les entreprises turques vont se concentrer sur la petite industrie manufacturière, le commerce de détail, les services et le bâtiment.
- 27 Les entreprises ouvertes par les occidentaux peuvent être qualifiées de socialement offshore. En effet, leurs retombées économiques en termes d'emploi ne touchent qu'une très petite élite dont le mode de vie tend à se dissocier de celui du commun des citoyens. Au contraire, les activités turques en Asie centrale mobilisent un capital de moindre ampleur que celui engagé par les firmes occidentales mais requièrent une main d'œuvre beaucoup plus nombreuse. C'est progressivement autour de ce contingent de « petits entrepreneurs turcs » que des liens culturels étroits ont pu être tissés. La réussite de ces entrepreneurs est celle d'un modèle économique désétatisé et

moyennement capitalistique, accessible si ce n'est au commun des centres-asiatiques du moins à ses classes enrichies. C'est dans cette proximité que les entrepreneurs turcs ont pu progressivement trouver un langage commun avec la population. Ce sont eux qui peuvent par leur seul exemple jouer un rôle moteur dans l'évolution en douceur des mentalités issues de la période soviétique. Cet effort doublé par l'implantation d'écoles turques peut à terme former une élite intermédiaire, pour laquelle le choix de société ne se limite plus à l'alternative dirigiste néo-communiste ou islamiste. Ils peuvent inspirer aux peuples turcophones une envie d'imitation du modèle turc d'un État laïque respectueux des libertés religieuses, politiques et économiques.

- 28 D'ailleurs, pour les élites en place, la promotion du modèle politique turc peut sembler justifiée et utile. Il permet d'ouvrir des contre-feux au discours d'opposition islamiste radical, en jetant les bases d'une économie tout à la fois plus libérale et soucieuse du bien commun. Par leur piété, ces petits entrepreneurs et enseignants font ainsi la preuve qu'une vie religieuse intense peut exister dans un État laïque, que le combat contre le totalitarisme islamiste n'est pas le combat contre l'islam.
- 29 Les récents attentats islamistes à Tachkent et leurs conséquences sur les rapports entre la Turquie et l'État ouzbek ont montré toute la fragilité d'un tel processus. En effet, ceux-ci ont provoqué l'ire du régime ouzbek qui a accusé la Turquie d'accueillir sur son territoire le principal responsable des attentats, l'opposant Solih et d'autres terroristes présumés proches de ce personnage œuvrant tant en Tchétchénie qu'en Asie centrale. Les relations diplomatiques se sont alors tendues et les étudiants ouzbeks présents en Turquie ont été rappelés en Ouzbékistan. C'est seulement le départ de ces opposants de Turquie qui a progressivement permis un rétablissement de relations normales. Ces événements sont la preuve évidente que l'évolution politique des sociétés d'Asie centrale déterminera le rôle que pourra jouer la Turquie et ses alliés occidentaux dans cette région du monde. Que cette évolution tende brutalement vers une confrontation armée entre les élites actuelles et une opposition islamiste et cette influence sera réduite à la portion congrue. Que l'on évite, à l'inverse, cette dérive et le rapprochement avec la Turquie pourra se renforcer. La présence turque par son impact culturel doit être, elle-même, considérée comme un des éléments agissants de cette évolution politique !

NOTES

1. Olivier Roy, *La nouvelle Asie centrale*, Paris, Seuil, 1997 pp. 73-93.
2. Hélène Carrère d'Encausse, *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe*, Paris, FNSE, 1981, pp. 263-265.
3. Pierre Chuvin et Pierre Gentelle, *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris, Le Monde-Poche, 1998, pp. 132.
4. Stéphane Dudoignon et Guissou Jahangiri, « Le Tadjikistan existe-t-il ? », *CEMOTI*, n° 18, 1994, pp. 37-130. URL : <http://cemoti.revues.org/849>
5. Jean-Luc Racine, « Le cercle de Samarkand : géopolitique de l'Asie centrale », *Hérodote*, n° 84, 1997, pp. 6-43.

6. Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard: American Primacy and its Geostrategic Imperatives*, Basic Books, 1997.
7. Michael P. Croissant, « Les intérêts américains en Asie centrale », *La revue internationale de stratégie*, n° 34, été 1999.
8. Olivier Roy, « Des ethnies aux nations en Asie centrale », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 59/60, 1992, pp. 30-31. URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/issue/remmm_0997-1327_1991_num_59_1